

resse. Voilà qui est bien; mais je crois fermement que toutes les nations libres devraient se concerter pour expédier aux peuples nécessaires les surplus de denrées qu'ils mettraient en commun. Il faudrait, ainsi qu'on l'a proposé, un organisme international distinct ou une filiale de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture qui serait maintenue aux frais des États-Membres des Nations Unies disposés à appuyer un tel programme; cet organisme verserait son prix de revient au producteur et vendrait les produits au consommateur éventuel pour le prix qu'il serait en mesure de payer. Eussions-nous recours à une telle mesure, certains de nos problèmes économiques les plus urgents, au pays et à l'étranger, seraient réglés.

Dans certains pays, en Amérique du Sud, par exemple, aux États-Unis et au Canada, des agriculteurs n'osent pas produire tout ce qu'ils pourraient, parce qu'ils craignent que, des excédents s'accumulant, ils recevront pour leurs produits moins que le prix de revient. Et pourtant, dans d'autres pays, des millions de gens souffrent de la faim.

Je tiens à répéter à cet égard les paroles qu'a prononcées le premier ministre Nehru de l'Inde devant le Parlement du Canada, le 24 octobre 1949; je cite:

Tant qu'une multitude d'humains vivront dans la misère et la pauvreté, il n'y aura ni sécurité ni paix véritable. L'économie mondiale ne pourra non plus atteindre la stabilité tant que les régions inexploitées continueront de rompre l'équilibre économique et d'entraîner à leur suite les autres nations, même les plus prospères.

En vue de résoudre le grave et épineux problème que pose l'alimentation des nations affamées du monde et d'aplanir les difficultés auxquelles se heurtent les agriculteurs, je propose que notre gouvernement ainsi que les gouvernements des autres nations libres se penchent de nouveau sur les projets mis de l'avant par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et la Fédération internationale des producteurs agricoles; cette dernière avait proposé l'institution d'une chambre internationale de compensation sous l'égide des soixante-trois membres de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. J'exhorte l'Assemblée des Nations Unies et les gouvernements des nations libres à étudier sérieusement les modalités de cette proposition qui permettrait sûrement d'indemniser les producteurs de vivres pour leurs excédents. Advenant l'institution d'un syndicat, le Canada pourrait y contribuer des céréales, des fruits et des légumes transformés. Ces aliments excédentaires pourraient alors être vendus aux pays qui en auraient le plus besoin au prix qu'ils seraient en mesure de payer. Peut-être la situation financière de certains des pays les plus indigents ne leur permet-

trait-elle pas de payer quoi que ce soit en retour de ces produits; mais nous savons que chez les peuples affamés la semence du communisme trouve un sol fertile; or, nous pourrions en leur venant ainsi en aide enrayer la propagation de cet ennemi de la liberté.

A certains égards, 1950 a été une année mémorable dans les annales du Canada. La valeur de toutes les marchandises et services produits au pays au cours de l'année s'est chiffrée par environ 20 milliards, soit de 9 à 10 p. 100 de plus qu'en 1949. Environ la moitié de la hausse estimative de valeur de la production nationale brute en 1950 est attribuable à l'augmentation des prix moyens comparativement à 1949; l'autre moitié était due à l'accroissement de la production. Bien que la valeur de la production ait plus que triplé depuis 1939, la production matérielle l'an dernier dépassait celle de 1939 par environ 75 p. 100. Au cours de la même période, la valeur des produits agricoles a augmenté de 10 p. 100, tandis que le nombre de travailleurs augmentait de 25 p. 100; or, malgré cet accroissement des effectifs ouvriers, le chômage n'est aujourd'hui qu'une fraction de ce qu'il était avant la guerre. La production agricole en 1950 était d'environ 15 p. 100 supérieure à celle de 1949; l'accroissement était attribué aux rendements plus considérables des céréales. La gelée hâtive a sérieusement abaissé le rendement et la qualité de la récolte de blé.

La valeur des exportations de produits agricoles canadiens est inférieure à celle de l'année précédente qui s'est établie à 969 millions. L'augmentation la plus marquée des exportations portait sur le bœuf de boucherie ainsi que sur la viande de bœuf et de veau expédiée aux États-Unis. Les exportations d'œufs accusaient une baisse sensible, due principalement à la perte du marché du Royaume-Uni. Nous n'avions que trois contrats visant l'exportation de denrées alimentaires au Royaume-Uni en 1950; ils portaient sur le blé, le fromage et le bacon. L'accord de quatre ans sur le blé s'est terminé le 31 juillet dernier; les deux autres contrats ont pris fin à la fin de l'année. Apparemment, l'accord anglo-canadien de 1950 sur le fromage a été prolongé jusqu'en mai prochain.

Le programme de soutien des prix du ministère fédéral de l'Agriculture embrasse le beurre, les œufs, le fromage et le bacon. En ce qui a trait au beurre, l'Office de soutien des prix offre 53c. par livre, livré à Halifax, à Saint-Jean, à Montréal et à Toronto, et 52½c. à Vancouver. Ce prix restera en vigueur jusqu'au 30 avril prochain. A l'égard des œufs entreposés conformément aux instructions de l'Office, pour la période allant de décembre 1950 au 30 mai 1951, l'Office